
Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013

En Europe, les effets de la crise de la dette continuent de déprimer l'économie régionale

*Le niveau d'incertitude dû à la crise de la zone euro a un impact délétère prononcé
dans toute la région*

Genève, le 17 janvier – La zone euro est en récession et la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la région ne devrait atteindre que 0,3 pour cent en 2013 et se renforcer légèrement à 1,4 pour cent en 2014, d'après le rapport annuel des Nations Unies, Situation et perspectives de l'économie mondiale 2013.

Selon le rapport complet, publié aujourd'hui, la crise de la dette souveraine de la zone euro et les programmes d'austérité budgétaire qui en ont résulté restent les forces dominantes qui dépriment la croissance dans la région. Si l'on y ajoute un ralentissement de la demande extérieure et les prix élevés du carburant, les perspectives économiques pour l'Europe s'annoncent difficiles.

On peut lire dans le rapport que la croissance du PIB de la zone euro a restée négative pendant le deuxième et le troisième trimestres 2012, ce qui constitue une récession technique, et devrait décroître encore davantage dans le dernier trimestre. En conséquence, la contraction du PIB de la zone euro pour l'année est estimée à 0,5 pour cent.

Le rapport estime que les politiques économiques actuelles d'Europe occidentale ne font rien pour résoudre les questions importantes à court terme et rétablir la croissance dans la région ou placer les pays en crise sur une voie de réforme budgétaire plus viable. Au moins cinq économies sont à présent en récession, et les perspectives d'avenir sont très mauvaises. Le PIB de l'Italie devrait se contracter de 2,4 pour cent en 2012 et de 0,3 pour cent en 2013, et celui de l'Espagne de 1,6 pour cent en 2012 et 1,4 pour cent en 2013. Les autres pays en récession sont Chypre, la Grèce et le Portugal.

Les économies européennes ne sont pas toutes touchées de la même manière, explique le rapport. Ainsi, l'économie allemande s'est nettement ralentie et ne devrait croître que d'un maigre 0,8 pour cent en 2012 après les 3 pour cent de 2011, avec une augmentation marginale de 1 pour cent en 2013. La France a évité la récession de justesse grâce à une très légère hausse de son PIB au troisième trimestre. La croissance de la production ne devrait être que de 0,1 pour cent pour l'ensemble de l'année 2012 et de 0,3 pour cent en 2013.

En dehors de la zone euro, l'économie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est sortie de récession au troisième trimestre, grâce aux Jeux Olympiques. Il n'empêche que son PIB devrait s'être contracté de 0,3 pour cent en 2012. Le scénario de référence ne prévoit qu'un léger rebond de 1,2 pour cent en 2013, avec une accélération des exportations (soutenues par une dépréciation de la monnaie) et une consolidation de la demande interne.

La consommation devrait rester faible selon ces perspectives, avec cependant des différences très fortes au sein de la région. Les programmes d'austérité dépriment la consommation, mais leur intensité varie d'un pays à l'autre. Par contre, le niveau d'incertitude dû aux fluctuations de la crise de l'euro a un impact plus uniforme, car la confiance des consommateurs, qui s'était améliorée au début de l'année, a sérieusement baissé depuis.

Les dépenses d'investissement restent également faibles dans la région. Les perspectives d'un redressement durable sont maigres, étant donné la faiblesse de la demande et un niveau d'incertitude élevé dû à la crise de la dette souveraine. Dans les pays en crise, les conditions de financement ne devraient pas s'assouplir, étant donné la pression énorme que subissent les systèmes bancaires. Les investissements immobiliers continuent de freiner sérieusement l'activité dans certains pays, en particulier ceux qui ont connu une bulle immobilière qui a ensuite explosé, comme l'Espagne et le Royaume-Uni.

Chômage

En septembre, le taux de chômage est monté à 11,6 pour cent dans la zone euro, soit une augmentation de 1,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Les différences régionales restent importantes. En Espagne et en Grèce, le chômage dépasse 25 pour cent, au Portugal, il est de 15,7 pour cent, or ces trois pays ont mis en place des programmes d'austérité draconiens. À l'autre extrême, on trouve l'Autriche, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas, avec des taux de chômage plus proches de 5 pour cent. Pourtant, étant donné la faiblesse annoncée de la reprise de l'activité économique de mi-2013 à 2014, on peut s'attendre à ce qu'en 2013, tous les pays voient leur chômage augmenter, ne fût-ce que faiblement, avant de baisser graduellement, avec une moyenne estimée à 11,3 pour cent dans la zone euro en 2012, 11,8 pour cent en 2013 et 11,6 pour cent en 2014.

La région continue de pratiquer une politique de réduction des déséquilibres budgétaires. Les déficits budgétaires des membres de la zone euro sont passés en moyenne de 6 pour cent du PIB en 2010 à 4,1 pour cent du PIB en 2011 puis à près de 3 pour cent en 2012.

Le rapport met en garde contre une aggravation subite de la crise de la dette souveraine qui pourrait avoir un impact sur la solvabilité des banques et déprimer la confiance. Les gouvernements seront peut-être obligés de compenser les déficits de croissance en introduisant de nouvelles mesures d'austérité. Le prix du carburant pourrait encore augmenter. D'autre part, la demande extérieure, en particulier en provenance d'Asie de l'Est et peut-être des États-Unis, pourrait reprendre plus rapidement et avec plus de vigueur que prévu, et ainsi relancer les exportations et les investissements. Dans la mesure où elles parviennent à stimuler la confiance des investisseurs, une mise en œuvre plus résolue et convaincante d'une série de mesures déjà annoncées pourrait contribuer à réduire les tensions sur les marchés financiers dans la région.

Les nouveaux membres de l'UE

La reprise économique précaire amorcée dans les nouveaux États membres de l'Union européenne en 2010 s'est affaiblie en 2012. Même si certains pays de la région, comme la Pologne et les États baltes, ont commencé l'année avec de bons résultats économiques pour le premier trimestre, les remous que traverse la zone euro, qui reste le principal marché d'exportation de la région et la source la plus importante d'investissements étrangers directs, ont entraîné une détérioration visible des perspectives économiques pour cette partie du monde. Certains des nouveaux membres de l'UE, comme la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie, ont connu une croissance économique annuelle négative. La plus grande partie de l'espace

budgétaire que possédaient les nouveaux membres de l'UE a été épuisée et dans certains pays comme la Pologne, la taille de la dette publique est limitée par la constitution.

La Pologne, qui est l'économie majeure de la région, est relativement à l'abri des problèmes que connaît la zone euro, car son ratio exportations/PIB est moins grand que celui de ses homologues régionaux. De plus, elle a des liens commerciaux importants avec la Fédération de Russie. Le tassement de la demande intérieure et un assainissement budgétaire ont ralenti l'économie dans la seconde moitié de l'année, plaçant en principe la croissance annuelle en dessous de 3 pour cent en 2012 et 2013. Les économies des États baltes pourraient croître de 3 pour cent environ en 2013. La Bulgarie et la Roumanie encourent davantage de risques, à cause de liens commerciaux, financiers ou d'investissements plus importants avec la Grèce et l'Italie.

Le rapport met en garde contre une récession prolongée dans l'Europe des 15, qui pourrait retarder la reprise des investissements étrangers directs, ce qui constitue un risque majeur pour les nouveaux membres de l'UE. Les autres risques à la baisse comprennent l'incapacité à empêcher une baisse vertigineuse des prêts transfrontaliers et l'impact excessivement négatif d'un resserrement budgétaire.

Europe du Sud-Est

L'activité économique réelle dans le Sud-Est de l'Europe en 2012 est restée inférieure à celle de 2008, avant le début de la crise financière mondiale. Après une reprise très faible en 2010 et 2011, la croissance de la région est devenue négative en 2012, et devrait rester inférieure à la tendance continentale en 2013 en raison de la faiblesse de la demande extérieure et intérieure. En 2012, les inondations, les sécheresses et les incendies de forêt ont détruit les cultures, notamment de maïs et de pommes de terre, et endommagé l'infrastructure dans la région. Les principaux risques entourant les prévisions pour la région sont à la baisse étant donné l'importance des envois de fonds ainsi que les forts liens financiers et commerciaux avec certains pays de l'Union européenne en proie à de graves difficultés, comme la Grèce et l'Italie. Cet interdépendance expose les pays d'Europe du Sud-Est à de fortes retombées négatives dans le cas d'une nouvelle dégradation économique de la zone euro. Les entrées d'investissements étrangers directs dans ces pays demeurent faibles, ne représentant environ que la moitié de leurs niveaux antérieurs à la crise. Cette baisse de l'investissement est un facteur important pour expliquer la faible croissance et le chômage élevé, ainsi que les perspectives limitées de croissance dans les années à venir. Le PIB de l'Europe du Sud-Est a diminué de 0,6 pour cent en 2012 et devrait croître que modestement de 1,2 pour cent en 2013.

Situation et perspectives de l'économie mondiale est publié en début d'année par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies.

Sur le web : <http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/index.shtml>

Pour des interviews ou des informations supplémentaires, contacter Newton Kanhema, tél. : 1-212-963-5602, e-mail : kanhema@un.org, Département de l'information des Nations Unies.

Publié par le Département de l'information des Nations Unies

Table:

Europe: taux de croissance du PIB réel, 2009-2014

	2009	2010	2011	2012 ^a	2013 ^b	2014 ^b
Europe de l'Ouest	-4.2	2.1	1.5	-0.2	0.6	1.7
Union européenne	-4.3	2.1	1.5	-0.3	0.6	1.7
Autriche	-3.8	2.1	2.7	0.8	1.3	2.0
Belgique	-2.8	2.4	1.8	-0.3	0.5	1.5
Bulgarie	-5.5	0.4	1.7	1.0	2.3	3.5
Chypres	-1.9	1.1	0.5	-1.2	0.5	1.3
République tchèque	-4.5	2.5	1.7	-0.9	1.1	2.0
Danemark	-5.8	1.3	0.8	1.1	1.2	1.3
Estonie	-14.1	3.3	8.3	3.0	3.0	3.5
Finlande	-8.5	3.3	2.7	1.5	1.2	1.6
France	-3.1	1.7	1.7	0.1	0.3	1.1
Allemagne	-5.1	4.2	3.0	0.8	1.0	1.8
Grèce	-3.3	-3.5	-6.9	-6.1	-1.8	0.6
Hongrie	-6.8	1.3	1.6	-1.0	0.6	2.2
Irlande	-5.5	-0.8	1.4	0.5	1.7	2.4
Italie	-5.5	1.8	0.4	-2.4	-0.3	1.4
Lettonie	-17.7	-0.9	5.5	4.0	4.0	4.0
Lituanie	-14.8	1.5	5.9	3.0	3.0	3.0
Luxembourg	-4.1	2.9	1.7	-0.1	0.9	2.0
Malte	-2.7	2.3	2.1	-0.7	1.1	1.8
Pays-Bas	-3.7	1.6	1.0	-0.5	0.7	1.4
Pologne	1.6	3.9	4.3	2.6	2.6	3.5
Portugal	-2.9	1.4	-1.7	-3.2	-2.2	0.2
Roumanie	-6.6	-1.6	2.5	1.0	2.3	3.0
Slovaquie	-4.9	4.4	3.2	2.4	2.0	2.6
Slovénie	-7.8	1.2	0.6	-2.0	0.5	2.2
Espagne	-3.7	-0.3	0.4	-1.6	-1.4	0.8
Suède	-5.0	6.6	3.9	1.7	1.8	2.8
Royaume-Uni	-4.0	1.8	0.9	-0.3	1.2	2.3
UE-15	-4.4	2.1	1.4	-0.4	0.5	1.6
Nouveaux Etats membres de l'UE	-3.6	2.3	3.1	1.2	2.0	2.9
Zone euro	-4.4	2.1	1.5	-0.5	0.3	1.4
Reste de l'Europe de l'Ouest	-1.9	1.9	1.7	1.7	1.5	1.9
Islande	-6.6	-4.0	2.6	2.6	2.7	2.6
Norvège	-1.7	0.7	1.4	3.5	2.2	2.4
Suisse	-1.9	3.0	1.9	0.3	0.8	1.4
Europe du Sud-Est	-4.3	0.4	1.1	-0.6	1.2	2.6
Albanie	3.3	3.9	2.0	1.5	2.5	3.0
Bosnie-Herzégovine	-2.9	0.7	1.7	0.2	1.0	2.1
Croatie	-6.9	-1.4	0.0	-1.3	0.8	2.5
Monténégro	-3.5	1.0	1.6	-1.0	1.3	2.8
Serbie	-5.7	2.5	3.2	0.4	1.5	3.0
Ex-République yougoslave de Macédoine	-0.9	2.9	3.0	1.0	2.3	2.5

Source: ONU/DAES basé sur les données de la Division de la statistique des Nations Unies et des sources nationales.

Note:

^a Partiellement estimé.

^b Prévisions du scénario central s'appuyant en partie sur le projet LINK et sur le modèle de prévisions économiques mondiales du DAES-ONU.